

APPEL

CLERMONT-FERRAND
PLACE DE JAUDE 16H À 20H

17 JUIN
À AGIR CONTRE LA
REINTOXICATION
DU MONDE

Nous, organisations locales et simples citoyen.ne.s, nous appelons à répondre à [l'appel national à agir contre la réintoxication du monde](#) et à rejoindre la mobilisation du mercredi 17 juin organisée à Clermont-Fd - Place de Jaude de 16h à 20h.

La survenue de la pandémie du Covid-19 et l'expérience contrainte du confinement et de la réduction radicale des activités et des déplacements pendant deux mois ont eu des répercussions importantes voire dramatiques pour toute une partie de la population, en particulier pour la plus fragilisée. Nous avons pu constater l'imprévoyance, l'insuffisance de vision à long terme et de sens du bien commun de nos gouvernants, responsables du délitement structurel des services publics et des moyens de productions nécessaires pour faire face à des crises majeures.

Cette situation exceptionnelle a eu le mérite de stopper la course à toujours plus de productivité dans un système économique mondialisé et financiarisé tirant profit des pires conditions de travail et du saccage de la nature. Elle a fait chuter la nocivité des activités humaines, en particulier en terme de pollution et de production de gaz à effet de serre. Pour la première fois dans nos existences notre écosystème a eu un peu de répit, in extremis. Nous devons maintenant agir pour que la machine infernale ne se relance pas comme avant.

Avec les dérèglements climatiques, l'accroissement des inégalités et de la précarité, nos sociétés vont dans le mur. Les catastrophes écologiques, sociales et économiques risquent de devenir notre quotidien si nous ne profitons pas de ce coup de frein mondial inédit pour bifurquer et changer de système. Mais nous ne sommes pas dupes face aux beaux discours. Nous n'espérons pas que ceux qui ont en main les pouvoirs nécessaires le fassent d'eux-mêmes spontanément.

NOUS NE VOULONS PAS D'UN RETOUR À L'ANORMAL ET NOUS SOMMES DÉTERMINÉ.ES À AGIR POUR QUE LE MONDE D'APRÈS CETTE PANDÉMIE NE RESSEMBLE PAS À CELUI D'AVANT.

Attac63, Le Monde d'Après, Unef Auvergne, Solidaires 63, PdD Nature Environnement, des Gilets Jaunes, Alternatiba63, ADML63 (doume), Atelier de Gauche, Chomactif- MNCP, Cimade, Bas les Masques, Greenpeace 63, Extinction Rébellion... et des Citoyen.ne.s

C'est pour cela que **nous soutenons les 34 mesures du "[plan de sortie de crise](#)"** porté par un collectif de 20 organisations associatives et syndicales nationales pour faire face aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques et écologiques de nos sociétés. Les réponses aux urgences sociales et climatiques doivent se construire ensemble. Celles-ci, tout comme les crises sanitaire et économique actuelles, montrent une fois de plus la nécessité de construire des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire actuel.

Certaines de ces alternatives existent dans le cadre de l'État social (protection sociale, services publics, etc.). Il s'agit souvent de les renforcer, de les rénover et dans un premier lieu d'obtenir la défense et l'amélioration du service public de santé, le retrait total de la réforme des retraites, de la loi sur l'assurance chômage, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit etc. D'autres relèvent d'alternatives concrètes expérimentées localement par des collectifs citoyens ou développées à plus grande échelle et qui sont à soutenir et à généraliser.

Plutôt que de relancer un système profondément insoutenable, ce plan de sortie de crise propose des mesures permettant une reconversion sociale et écologique de la production agricole, industrielle et de services, afin de cesser les activités les plus néfastes pour les populations et la planète tout en créant des centaines de milliers d'emplois de qualité. La relocalisation des activités proposée n'est pas un repli sur soi mais s'accompagne de mesures fortes de solidarité européenne et internationale.

Ces mesures sont désirables et réalisables, à condition que la volonté politique et les moyens financiers soient mis au service des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement, au lieu de les soumettre aux pressions des lobbies comme nous le constatons une nouvelle fois. D'ailleurs si l'on veut éviter que cette crise soit l'occasion de plans d'austérité et de nouvelles régressions sociales, si l'on souhaite réduire les écarts de richesses et financer la transition écologique, il faudra refonder le système bancaire et financier ainsi que la fiscalité.

Enfin comme souvent, la situation de crise actuelle fait ressortir les injustices, les discriminations, le racisme et les violences présentes dans nos sociétés, que ce soit contre les femmes, les personnes étrangères ou issues de l'immigration, celles incarcérées.... Leur persistance devient toujours plus intolérable et la lutte pour la défense et l'amélioration de leurs droits est un combat permanent.

NOUS VOULONS QUE DES DÉCISIONS FORTES SOIENT PRISES LOCALEMENT POUR AGIR CONTRE LA REINTOXICATION DU MONDE ICI ET DÈS MAINTENANT

Sans attendre, nous Citoyens, nous agissons individuellement et collectivement pour adopter des comportements résilients et non toxiques à notre échelle. Mais pour que ces changements soient significatifs, il est nécessaire que ceux qui nous gouvernent les rendent accessibles à tou.te.s. De plus, une grande part des changements nécessaires dépendent de leurs décisions. A nous de nous mobiliser pour qu'elles soient prises réellement pour le bien commun.

Pour ce 17 juin 2020, nous mettons en avant 3 secteurs qui nous paraissent essentiels : les transports, l'alimentation et l'eau, ainsi que l'abandon de 3 projets toxiques : l'extension des capacités de l'incinérateur et de la décharge de Puy Long, l'installation d'une usine de conditionnement de déchets dangereux à Queuille et le développement des attractions et de l'hébergement des sites de Vulcania et Lemptégy.

1/ Les transports

L'étude de Corinne le Quéré, climatologue et présidente du Haut Conseil pour le Climat, montre que pendant les 2 mois de confinement, la production de gaz à effet de serre a chuté de 30% en raison principalement (à 60%) de la baisse de la circulation automobile. Sortir du « tout-voiture » est primordial en terme de réchauffement climatique, de santé publique et de bien-être au quotidien et il faut en donner les moyens à tous :

- En sécurisant les déplacements à vélos par la généralisation des pistes cyclables et en premier lieu la pérennisation des voies temporaires créées récemment.
- En améliorant la rapidité des trajets en bus par l'extension des voies réservées à l'intérieur de l'agglomération mais aussi leur création sur les tronçons autoroutiers dont l'essentiel du trafic est constitué de personnes travaillant sur l'agglomération
- En développant un réseau étendu de transports en commun intra et extra-urbain dans l'agglomération et les communes de son bassin de vie
- En assurant la gratuité d'accès aux réseaux de vélos et de transports en commun pour qu'ils soient accessibles à tou.te.s. mais aussi pour simplifier et encourager fortement leur utilisation.

2/ L'alimentation

Le chassé-croisé de camions pour l'import-export de productions agricoles est un non-sens écologique. Pendant le confinement de nombreuses personnes ont pu expérimenter tout l'intérêt de s'approvisionner auprès de producteurs locaux, directement sur les marchés, dans des Amap, dans des petits commerces de proximité... Nombreux sont ceux qui ont aussi découvert combien il était appréciable de pouvoir jardiner pour son bien-être et pour consommer quasiment gratuitement des aliments sains sans pesticides. Nous sommes dans une région agricole mais encore faut-il pouvoir disposer de suffisamment de terres pour les productions vivrières alors qu'elles sont accaparées par le foncier, les infrastructures routières mais aussi des productions de semences pour l'exportation. Il est urgent de mettre en place :

- La ceinture maraîchère promise autour de l'agglomération en facilitant l'installation de productrices et de producteurs bio.
- Le recensement et la mise à disposition par chaque collectivité locale des terrains non bâtis pour y créer des jardins ouvriers ou partagés à proximité des habitats et facilement accessibles sans voiture, gratuitement et sous réserve de l'absence d'utilisation de produits chimiques.

3/ La gestion de l'eau

Les modifications climatiques entraînent des périodes de sécheresses et de pénurie d'eau, accentuées par un mauvais aménagement du territoire et des prélèvements importants effectués en grande partie pour l'exportation, que ce soit directement par l'embouteillage d'eau minérale par Volvic-Danone ou de manière indirecte par l'arrosage des productions de maïs pour Limagrain. Dans notre région aussi, elle est maintenant une ressource essentielle à préserver et à partager de manière équitable. C'est pourquoi :

- nous soutenons les constats et les demandes de la [pétition du Collectif citoyen « Eau bien commun 63](#)» adressée à la Préfecture pour que les décisions soient prises de manière équitable et dans l'intérêt des citoyens, des équilibres naturels et le respect des lois plutôt que sous pression des lobbies locaux.
- nous demandons que le prix de l'eau tienne compte à la fois de la nécessité de ne pas la gaspiller et de son caractère indispensable à la vie en instaurant la gratuité pour les premiers mètres cubes essentiels et des tarifs fortement progressifs ensuite.

4/ L'extension des capacités de l'incinérateur et de la décharge de Puy Long

Malgré une lutte de 30 ans contre la construction de l'incinérateur de Clermont, celui-ci est bien là et dissémine dans l'atmosphère produits toxiques et CO2 tout en contaminant les sols et l'eau par l'étalement des mâchefers résiduels à l'incinération. Comme prévu, son implantation ne favorise pas une réduction suffisante des déchets non réutilisables et recyclables. Évidemment les demandes du VALTOM d'augmenter de 20 000 tonnes /an la capacité de l'incinérateur et de plus de 1 500 000 tonnes celles de la décharge ne vont pas dans le bon sens mais ont pourtant été votées. C'est pourquoi nous demandons :

- à la Préfecture de ne pas éditer l'arrêté permettant leur exécution
- au Valtom et aux élus des communes et communautés de communes de mettre en place les mesures préconisées dans la [lettre ouverte aux candidats aux élections municipales de 2020](#) afin de réduire de manière significative la production de déchets et la pollution induite par leur incinération ou leur mise en décharge.

5/ L'installation d'une usine de conditionnement de produits chimiques à Queuille

Chimirec prévoit d'installer une usine de collecte et de traitement de déchets dits dangereux sur la ZAC de Queuille, dans les Combrailles. Cette ZAC est située sur des lieux classés Natura 2000 et zone humide ce qui est en soi déjà problématique. L'installation de cette entreprise fait courir de grands risques sur la ressource en eau en cas de défaut d'étanchéité et sur la population si un incendie se déclarait. Nous demandons :

- à la Préfète, décisionnaire en dernier ressort, de ne pas autoriser cette installation
- l'arrêt des poursuites pour diffamation intentées contre le président de [l'association « Bien vivre en Combrailles »](#) qui s'oppose à ce projet.

6/ Le développement des attractions et de l'hébergement des sites de Vulcania et Lemptégy

Devant le nombre insuffisant de visiteurs, la région Auvergne Rhône Alpes continue sa fuite en avant financière et veut attirer du monde en construisant attractions, planétarium et hébergement touristiques malgré les risques de pollution, d'atteinte à la biodiversité locale, d'imperméabilisation croissante du site et de covisibilité induite tant de la route que des puits environnants, le tout scandaleusement par rapport au classement UNESCO du site. Une modification du PLU a malheureusement été adoptée par la communauté de communes Riom Limagne et Volcans et le permis de construire de la première attraction, une sorte de montagnes russes pour imiter des tremblements de terre, a été signé par le maire. Sont prévus ensuite la création du plus grand planétarium de France, dixit Hortefeux , puis des logements touristiques pour 200 personnes.... [Une enquête publique sur le développement du site de Lemptégy](#) commence le 16 juin.

- Nous demandons que soient respectées les conditions strictes concernant les surfaces, hauteurs, l'absence d'hébergement...décidées en 1998 par le Conseil d'Etat pour autoriser l'installation de Vulcania

ORGANISONS-NOUS POUR QUE CEUX QUI NOUS GOUVERNENT N'AIENT PLUS LE CHOIX ET PASSENT AUX ACTES ICI ET PARTOUT AILLEURS!